



PROTECTION CIVILE

«Fir dech a fir dei Land!»

PUBLICATION
PÉRIODIQUE

N° 4

MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR

Grand-Duché de Luxembourg

Protection Civile

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Bulletin d'Information

publié par la Direction de la Protection Civile

Publication périodique

Numéro 4/1964

SOMMAIRE — INHALT

Bilan 1963 et prévisions 1964 de la Protection Civile

Die « Ecole Nationale de la Protection Civile » in Schimpach

Brandschutz im Selbstschutz

Froschmänner der « Protection Civile » im Einsatz

Wohnen im Schutzraum

Akustische Suchgeräte für die Protection Civile

*Nominations et changements dans les Cadres de la
Protection Civile*

Schwere Einsatzwagen für die Protection Civile

Radioaktive Elemente in Lebensmitteln

Toute correspondance concernant le Bulletin d'Information est à adresser à la Direction de la Protection Civile — Ministère de l'Intérieur;
36, Rue J.-B. Esch, Luxembourg.

Bilan 1963 et prévisions 1964 de la Protection Civile

(Exposé présenté par M. Pierre Grégoire, Ministre de l'Intérieur, à Messieurs les Députés, à l'occasion des débats parlementaires sur le projet de loi du Budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 1964.)

Depuis sa réorganisation en 1961, la Protection Civile a fait son chemin. Avec ses 5.000 adhérents elle est devenue partie intégrante de la vie luxembourgeoise. De concert avec les associations humanitaires du pays, dont elle s'efforce de créer et de maintenir la coordination, elle doit être capable d'aider dans tous les cas où les moyens locaux s'avèreraient insuffisants. C'est cela son but et sa mission.

1. Les formations d'Intervention

a) La Brigade Grand-Ducale des Volontaires de la Protection Civile, dite Brigade mobile, comprend 21 Centres d'Intervention, dont les éléments de secours suivent actuellement des cours de perfectionnement à l'Ecole à Schimpach. Son équipement de base lui a été fourni à 60% du matériel prévu.

Le service ambulancier fonctionne normalement.

Il est assuré d'une part par les membres de la Brigade, d'autre part par les Unités Médicales Avancées, faisant partie du plan sanitaire.

Comme le démontre la statistique au 31 décembre 1963 les interventions ont été nombreuses :

Lieu de stationnement	Interventions routières blessés	Transports de malades	Permanences lors de manifestations sportives ou autres	Kilométrage
Bettembourg	39	35	3	2.221
Diekirch	24	50	2	3.497
Echternach	14	34	2	2.312
Ecole Nationale de la Protection Civ.	—	2	9	2.337
Ettelbruck	—	28	4	4.032
Kayl	6	40	2	1.598
Larochette	17	13	3	2.348
Lintgen	35	14	1	1.400
Mamer	5	3	2	515
Mertert	8	3	1	851
Redange	6	8	2	1.890
Remich	21	24	1	3.102
Rosport	2	2	2	402
Steinfort	49	42	—	2.879
Troisvierges	5	10	3	1.212
Wiltz (Réserve)	—	—	—	—
	231	308	37	30.596

L'organisation et l'équipement du réseau ambulancier doivent être conçus de telle façon à pouvoir joindre chaque lieu d'accident du pays endéans les 20 minutes.

b) Quatre Unités Médicales Avancées forment actuellement le noyau d'un ensemble prévu par le Plan Sanitaire de la Protection Civile. Elles sont équipées en majeure partie par des lots chirurgicaux fournis par les Services de la Santé Publique de la République Française.

Quant au niveau de nos secouristes, relevons que l'équipe luxembourgeoise a remporté en 1963 le championnat d'Europe de premier secours disputé aux Pays-Bas.

c) L'instruction en général a été poursuivie pendant l'année 1963 dans les chefs-lieux des Centres d'Intervention et des Unités Médicales Avancées.

Depuis l'ouverture de l'Ecole Nationale de la Protection Civile — en octobre 1963 — les cours suivants ont eu lieu au Château de Schimpach :

1. Formation des cadres	2 cours	48 stagiaires
2. Coordination de l'instruction de premier secours	1 cours	31 stagiaires
3. Coordination de l'instruction de la protection contre la radioactivité	1 cours	11 stagiaires
4. Premier secours (perfectionnement)	3 cours	75 stagiaires
5. Sauvetage (matériel)	3 cours	98 stagiaires
6. Protection contre la radioactivité	2 cours	52 stagiaires

Total 315 stagiaires

L'instruction se poursuivra dans la même cadence et dans les spécialités mentionnées ci-dessus, ainsi que dans celles du génie civil, de l'aide sociale et de la lutte contre le feu.

d) Le Service du Matériel de la Protection Civile est intervenu lors de pénuries d'eau dans les localités que voici :

Berdorf — Blaschette — Burden — Christnach — Colmar-Berg — Gosseldange — Hinkel — Kockelscheuer — Kopstal — Lintgen — Steinheim — Strassen — Vianden.

Il a été fourni 800.000 litres d'eau potable.

D'autre part, du matériel de la Protection Civile a été mis à la disposition des communes de Belvaux, Dudelange, Diekirch, Grevenmacher, Leudelage et Vianden. Ces communes ont procédé elles-mêmes à la distribution d'eau dans leurs secteurs respectifs. —

Par 3 fois, sur la demande de la Gendarmerie Grand-Ducale, le Service du Matériel a procédé au déblayage des voies de circulation à l'occasion d'accidents de route graves.

2. L'organisation régionale et locale de la Protection Civile

Les bases de l'organisation régionale et locale ont été jetées en 1962 par la nomination de commissaires régionaux, dont la familiarisation avec la mission de protection incombant aux communes a été continuée en 1963.

A l'instar des pays-membres de l'OTAN nous entendons poursuivre en 1964 l'organisation sur le plan local en sollicitant davantage la collaboration des communes.

Il s'agit entre autres d'établir des commissions à l'échelon régional et local, dont les membres seront à initier dans leurs missions spécifiques de protection.

3. La Protection Civile et l'aide sociale

Des contacts ont été pris avec les associations socio-humanitaires du pays pour coordonner les efforts communs relatifs à l'aide sociale dans un plan d'ensemble.

A l'heure qu'il est, la Protection Civile est équipée à pouvoir procéder à l'installation de secours d'urgence lors d'un sinistre grave.

Des efforts seront entrepris en 1964 pour familiariser les volontaires avec leurs missions spécifiques des différentes branches des services sociaux.

4. Le système d'alarme et les télécommunications

Nous avons fait procéder en 1963 à l'installation d'un système d'alarme par commande à distance.

85 nouvelles sirènes ont été mises en place, dont la commande individuelle, servant à des desseins locaux, a également été maintenue.

L'exercice 1964 verra l'extension du réseau par une tranche de 50 sirènes supplémentaires, ainsi que sa mise au point adéquate. —

La Protection Civile poursuit, en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique, les travaux ayant pour but la création d'un central téléphonique de secours d'urgence qui pourrait être réalisé au début de 1965.

Dans le même ordre d'idées, la réorganisation du réseau radio-phonique de la Protection Civile est en voie de réalisation.

5. Les abris

Comme par le passé, l'étude et la construction d'abris publics dans l'ensemble du pays se poursuivra à allure plutôt lente, compte tenu du coût élevé des constructions.

Il est dans nos intentions de propager davantage l'aménagement d'abris familiaux. Des dispositions légales y relatives, prévoyant la participation de l'Etat, sont en instance de paraître.

En tout et pour tout la Protection Civile suit les recommandations des experts de l'OTAN, dont un résumé sera communiqué sous peu aux architectes, entrepreneurs et autres intéressés.

Les Administrations communales projetant la construction d'abris et qui en font la demande, sont conseillées par la Protection Civile; il leur sera alloué un subside comme auparavant dans la limite des crédits.

6. La Protection contre la radioactivité

Au cours de l'année 1963 nous avons surtout mis le poids sur l'instruction de nos équipes de détecteurs de la radioactivité, instruction qui est actuellement poursuivie activement à l'Ecole Nationale de la Protection Civile par le maniement pratique des appareils de détection.

Sur le plan théorique, la Protection Civile a participé à un exercice de l'O.T.A.N. qui a donné de précieux enseignements pour la coopération internationale.

En collaboration avec le Service de Protection sanitaire contre les radiations ionisantes auprès du Ministère de la Santé Publique, un manuel de protection contre les effets de la radioactivité dans le domaine de l'agriculture a été publié.

Nos plans pour 1964 visent surtout le développement de l'instruction anti-nucléaire, anti-biologique et anti-chimique et la familiarisation avec le matériel adéquat à acquérir.

7. Le Plan sanitaire de la Protection Civile

L'organisation du plan sanitaire a été poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Dans tous les domaines de cette branche des progrès ont été réalisés.

Pour l'exercice 1964 la formation du personnel para-médical restera un des buts principaux.

L'équipement des Unités Médicales Avancées sera complété, ainsi que les stocks de médicaments et de pansements, dont la rotation est faite suivant les errements satisfaisants du passé.

Une coordination nationale est assurée par la création du Comité Mixte de Protection Sanitaire auquel collaborent le Haut-Commissariat de la Protection Nationale, le Ministère de la Santé Publique, l'Armée et la Protection Civile.

8. L'information du public

Suivant l'exemple des pays-membres de l'O.T.A.N. l'information du public, amorcée en 1960, a été poursuivie en 1963.

Par la voie de la presse et de la radio-diffusion, la population a été tenue au courant de l'évolution des matières ayant trait à la Protection Civile.

Il en sera fait de même en 1964.

9. Les relations internationales

Le Comité de la Protection Civile de l'O.T.A.N. a visité le Luxembourg en octobre dernier. Les représentants des pays-membres se sont rendu compte des réalisations de nos services, réalisations conformes aux recommandations de l'O.T.A.N.

La coopération entre les nations-membres et surtout avec les pays avoisinants est des meilleures. Les accords d'entraide, à l'instar de celui conclu entre la France et le Luxembourg, sont en préparation avec la République Fédérale d'Allemagne et avec la Belgique.

Die «Ecole Nationale de la Protection Civile» in Schimpach

Am 14. September 1963 wurde die «Ecole Nationale de la Protection Civile» in Schimpach-Wampach ihrer Bestimmung übergeben. In Gegenwart von S.K.H. dem Erbgroßherzog und I.K.H. der Erbgroßherzogin sowie hochgestellter Persönlichkeiten aus dem In- und Ausland wurde somit ein weiterer Teil der Planung unserer nationalen Zivilschutz-Organisation verwirklicht; in den vergangenen Wochen und Monaten haben bereits zahlreiche Mitglieder der Protection Civile sich an Ort und Stelle überzeugen können, daß die Schule sowohl in praktischer wie auch in theoretischer Hinsicht gute Voraussetzungen zum Üben und Lernen bietet. Daß auch das leibliche Wohl der Kurssteilnehmer nicht vernachlässigt wird, ist die Aufgabe von Oekonom Michel Gaudron und seiner dienstbaren Geister, und es sei gleich an dieser Stelle vermerkt, daß bisher kein Ambulanzwagen eingesetzt werden mußte, um schlecht ernährte Mitbürger aus Schimpach abzutransportieren . . .

Die Feier zur Einweihung unserer Schule war mit Absicht einfach gehalten worden, doch wirkte sie deshalb nicht weniger würdig und eindrucksvoll. Hr. Innenminister Pierre Grégoire erklärte in seiner Ansprache, die Regierung habe die neue Schule mit Absicht in einer entlegeneren Gegend des Landes errichtet, um der übertriebenen Zentralisierung entgegenzuwirken. Die Protection Civile strebe nach Dezentralisation, und gleichzeitig sei es gelungen, ein schönes Gebäude im Norden des Landes fachgerecht zu restaurieren und zu erhalten. Unter dem Eindruck der kurz vorher verzeichneten Tragödien (2 Tote im Stausee und 2 verbrannte Autoinsassen bei dem Verkehrsunfall beim Windhof) erklärte Minister Grégoire, es müßten immer mehr Mitbürger für die Aufgaben des Selbstschutzes und der Lebensrettung ausgebildet werden; er persönlich setze große Hoffnungen in die «phalange des bénévoles», in diese «modernen Samariter», die sich selbstlos in den Dienst des Nächsten stellen.

Nach dem Durchschneiden des symbolischen Bandes durch S.K.H. den Erbgroßherzog und nach der kirchlichen Einsegnung durch Mgr Jean Hengen ertönte der Marsch der Protection Civile (Komponist: Emile Gæbel), der von der Wiltzer Harmonie einwandfrei gespielt wurde.

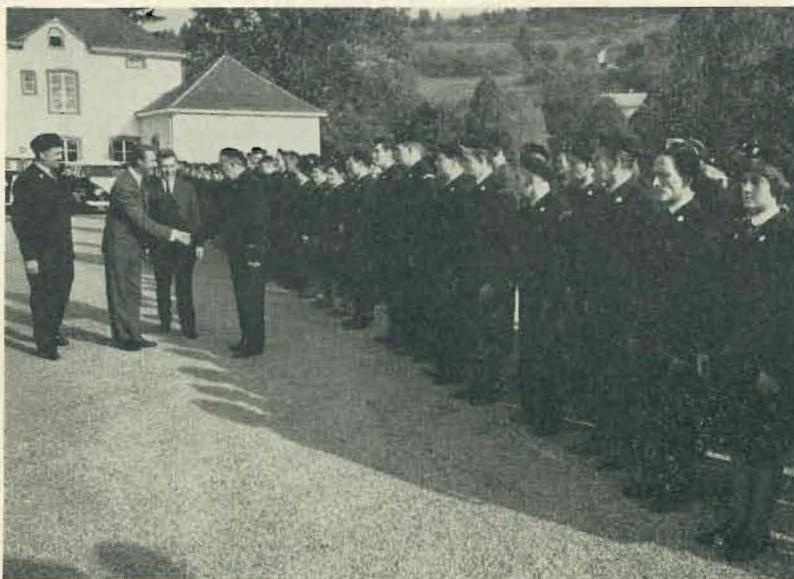
Bei dem Rundgang durch die verschiedenen Räumlichkeiten der Schule konnten alle Ehrengäste, unter denen wir u. a. auch verschiedene Vertreter befreundeter NATO-Länder bemerkten, sich überzeugen, daß in Schimpach wirklich keine Mühen gescheut worden sind, um eine moderne und zweckentsprechend eingerichtete Schule für Zivilschutz zu schaffen. Die Luxemburger Zeitung «tageblatt» brachte in ihrer Ausgabe vom 16. September 1963 folgenden Kommentar: «Nachdem die Regierung vor 18 Monaten beschlossen hatte, die „Ecole Nationale de la Protection Civile“ in Schimpach unterzubringen, wurden die erforderlichen Umbau- und Ausstattungsarbeiten durchgeführt (Kostenpunkt annähernd 3,5 Millionen Fr.). Es ist heute wohl erlaubt festzustellen, daß die baulichen Veränderungen so rationell wie möglich gehalten wurden, dabei galt das Hauptaugenmerk der Verantwortlichen dem Komfort und der Intimität, die ein modernes Schulheim kennzeichnen sollen, so zwar, daß die „Ecole Nationale de la Protection Civile“ ihren Vorbildern in anderen NATO-Staaten



Beim Abspielen der «Hémécht» im Hof der Schule



S.K.H. der Erbgroßherzog trägt seinen Namen in das Verzeichnis der Ehrengäste ein



Ein Teil der Freiwilligen der Protection Civile, die an der Feier teilnahmen



Die schmucken Uniformen der Protection Civile sind oft und zahlreich in Schimpach zu sehen



Realistische Übungen gehören in Schimpach zum normalen Programm



Eine Gruppe von Teilnehmern an einem Ausbildungskursus in Schimpach



Übergabe von Material in Schimpach

nicht nachsteht . . . Wenn die „Ecole Nationale de la Protection Civile“ ihre Tätigkeit demnächst aufnehmen kann, so wird unsere nationale Zivilschutz-Organisation einen weiteren Teil ihres 1960 aufgestellten Arbeitsprogrammes erfüllt haben. Es wird dann noch besser möglich sein, die über 5000 freiwilligen Helfer unserer Protection Civile so auszubilden und in Einsatzbereitschaft zu halten, daß sie jederzeit in der Lage sind, ihren Mitbürgern bei Katastrophen aller Art schnelle und wirksame Hilfe zu bringen. Der Leitsatz „Protection Civile — fir dech a fir dei Land!“ wird dann endgültig aus dem Stadium des gutgesinnten Planens in die Realität der jederzeit bereiten Hilfe am Nächsten geführt sein. Und nachdem es in den vergangenen Monaten bereits gelungen ist, zahlreichen Mitbürgern Hilfe zu leisten (Erste Hilfe, Ambulanzwesen, Trinkwasserversorgung usw.), fühlen wir uns berechtigt zu der Annahme, daß die reorganisierte Protection Civile ihren Auftrag unter aktiver Mithilfe ihrer Mitglieder überall im Lande zu erfüllen vermag!

Auch in den Berichten und Kommentaren anderer Zeitungen und Zeitschriften wurde die Schaffung der nationalen Zivilschutz-Schule in Schimpach begrüßt und positiv bewertet, und die emsige Arbeit, die in den letzten Monaten in Schimpach eingesetzt hat, unterstreicht und bekräftigt diese Kommentare!

Brandschutz im Selbstschutz

Schon in Friedenszeiten ist es ungemein wichtig, über einfache Brandschutzmaßnahmen Bescheid zu wissen, mit Brandbekämpfungsmitteln und -geräten ausgerüstet zu sein und Entstehungsbrände selbst bekämpfen zu können. Wie bedeutungsvoll dies sein kann, wird jeder bestätigen, der selbst einmal in der Situation war, gegen das Element Feuer vorgehen zu müssen. Noch viel wichtiger ist der Brandschutz im Katastrophen- oder Kriegsfall, wo die berufenen Kräfte der Feuerwehren oft an den Schwerpunkten eingesetzt sind und somit als Helfer ausfallen. Die Selbsthilfe im Brandschutz allein wird größeren Schaden verhindern.

Aus diesem Grunde soll bei der Zivilschutzausbildung größter Wert auf den Brandschutz gelegt werden. Daß der überwiegende Teil der friedensmäßigen Brände bei einiger Vorsicht zu vermeiden wäre, soll folgende statistische Darstellung beweisen:

Von allen friedensmäßigen Bränden sind nur 30% unvermeidbare Brände. Von den 70% vermeidbaren Bränden sind die Hälfte (35% aller Brände) auf fahrlässige Handlung, 23% (aller Brände) auf mangelhafte Anlagen und nur 12% (aller Brände) auf Brandstiftung zurückzuführen. Was sollte geschehen, diese 70% vermeidbare Brände zu verhindern?

Der vorbeugende Brandschutz hat in diesem Zusammenhang eminente Bedeutung. Wieviel Schäden haben schon achtlos weggeworfene Zigarettensammel verurteilt? Wieviel Brände wieder haben ihre Ursache in mangelhaften elektrischen Anlagen? Schadhafte Schornsteine bilden eine weitere Gefahr.

Alle Gefahrenquellen müssen beseitigt werden, insbesondere in **ländlichen Gebieten**, die im Frieden wie im Krieg stärker auf die organisierte Selbsthilfe angewiesen sind.

Schäden an Feuerstellen, Rauchabzugrohren, Kaminen und Räucher-kammern müssen, selbst wenn sie von den kompetenten Organen noch nicht festgestellt wurden, beseitigt werden. Transportable Dampfkessel und Futterküchen müssen in ausreichendem Abstand von Gebäuden und Erntevorräten aufgestellt werden. Staubansammlungen, gleich welcher Art, besonders auf dem Heuboden, ebenso Spinnweben sind zu entfernen. Bei Mehl-, Holz- und Tabakstaubablagerung besteht sogar eine akute Explosionsgefahr!

Besonderer Überwachung bedürfen elektrische Heizanlagen, wie Infrarotstrahler in Schweineställen und Heizöfen in der Hühnerzucht. Selbstverlegte elektrische Leitungen sind stets eine große Gefahrenquelle. Elektroinstallationen müssen sachgemäß durch den Elektriker ausgeführt sein.

Feste, flüssige und gasförmige Brennstoffe, wie Torf, Braunkohlen, Benzin, Diesel- und Heizöl sowie Propangasflaschen, müssen an sicherer Stelle außerhalb des Hauses gelagert werden.

Eine sehr große Gefahr ist in unsachgemäßer Erntelagerung zu erblicken. Die von den Brandversicherungen angegebenen Sicherheitsabstände und Lagermengen müssen beachtet werden.

Gleiches gilt für die Aufstellung von Kraftfahrzeugen, Traktoren und landwirtschaftlichen Maschinen. Bei Traktoren und Dieselfahrzeugen ist zu beachten, daß Ölkohleinsatz aus dem Auspuff rechtzeitig entfernt wird; durch glühende Ölkohle können zahlreiche Brände

auf Dreschplätzen, an todreifen Getreidefeldern und im Wald entstehen. Sind Funkenfänger vorgesehen, müssen dieselben unbedingt angebracht und in einwandfreiem Zustand erhalten werden.

Für den vorbeugenden Brandschutz im ländlichen Raum wird vielfach die Anwendung von Flammenschutzmitteln empfohlen. Mit ihnen sollen vor allem brennbare Holzteile, wie Dachkonstruktionen, Tore usw., feuerhemmend gemacht werden. Gewiß ließe sich durch sachgemäßes Anstreichen oder Aufspritzen eines neuzeitlichen Flammenschutzmittels eine Verbesserung des vorbeugenden Brandschutzes erzielen.

Im Krieg ist — in Stadt und Land ganz gleich — mit einer erheblich vergrößerten Brandgefahr zu rechnen. Dies ist einerseits durch die große Reichweite der Wärmestrahlung bei Kernwaffeneinsatz, andererseits durch die «Verbesserung» der konventionellen brandstiftenden Angriffsmittel bedingt.

Hinzu kommt noch die Taktik des Einsatzes aller brandstiftenden Mittel, so viele Einzelbrände hervorzurufen, daß selbst die schlagkräftigste und beste Feuerwehr durch die Vielzahl der Entstehungsbrände überfordert ist. Die Feuerwehr wird sich mit ihrer ganzen Löschkraft möglichst unzersplittert auf Großbrandstellen in geschlossenem Einsatz konzentrieren müssen.

Da aber jeder noch so kleine Brand, sich selbst überlassen und nicht rechtzeitig bekämpft, zur großen Gefahr wird, kommt dem Selbstschutz eine entsprechende Bedeutung zu. Die Bewohner des Hauses oder des Gehöftes müssen, als Selbstschutzgemeinschaft, Brände, die in Haus und Hof entstehen, zunächst selbst löschen.

Reichen jedoch die eigenen Kräfte, Geräte und Löschmittel nicht aus, müssen die Nachbarn mit ihrem Löschgerät zu Hilfe kommen; es ist ja eine Hilfe auf Gegenseitigkeit. Damit ist das Löschvermögen des Selbstschutzes begrenzt. Jetzt muß — bei größeren Bränden — die bewährte Hilfe der Feuerwehr angerufen werden. Wenn es aber den Kräften des Selbstschutzes gelingt, die — im Vergleich mit dem großen Bruder «Feuerwehr» mit schwacher Löschkraft — angegangenen Entstehungs-, Klein- und Mittelbrände auf ihren Herd zu beschränken, hat sich der Einsatz gelohnt. Der Selbstschutz hat damit zwar der Feuerwehr die Kleinarbeit abgenommen, sie aber für den Großeinsatz entlastet und die Zeit bis zu ihrem Eintreffen bei größeren Ereignissen überbrückt.

«Wer den Wettlauf mit dem Feuer gewinnen will, muß den Wettlauf mit der Zeit gewinnen.» Den großen Zeitvorteil, bereits an der Schadenstelle anwesend zu sein — und sie genau zu kennen —, hat der Selbstschutz.

Der **abwehrende Brandschutz** hat größere Erfolgsaussichten, wenn er sich auf eine gute vorbeugende Brandverhütung stützen kann, wenn er über geeignete Löschgeräte verfügt, die möglichst einfach und auch zu Friedenszwecken vielseitig verwendbar sein sollen, und wenn genügend Löschwasser vorhanden ist.

Kleinlöschgeräte sollen für den Gebrauch durch den Selbstschutz unabhängig von der Wasserleitung sein. Während für Friedenszwecke der an die Wasserleitung leicht anzuschließende, griffbereite Gartenschlauch ein vorzügliches Löschgerät darstellt, ist für den Brandschutz im Ernstfall doch der Einstell- oder Kübelspritze der Vorzug zu geben.

Auch die Feuerpatsche, wie sie im zweiten Weltkrieg bei der Bekämpfung von Entstehungsbränden mit Erfolg verwendet worden ist,

gehört zu den tauglichen Kleinlöschgeräten. In Wasser getaucht und zugeschlagen, kühlt die Feuerpatsche nicht nur die Glut ab, sie erstickt auch die Flammen.

Löschmittel sind an verschiedenen Plätzen im Wohnhaus, vor allem in den Treppenhäusern und auch in den Nebengebäuden bereitzustellen. Ist ein Eindringen in brennende Räume zunächst nicht möglich, so muß durch Schließen der Türen und Bekämpfung der Flammen, die an den Rändern durchschlagen, eine Ausbreitung des Brandes verhindert werden. Bei Eindringen in den Brandraum selbst ist zu beachten: Türe vorsichtig öffnen, jede nur mögliche Deckung benützen.

Gegen Brände mit der Einstellspritze richtig und überlegt vorgehen: einer geht mit dem Strahlrohr, gebückt oder kriechend, möglichst dicht an den Brandherd heran, ein anderer pumpt, und die übrigen tragen in Eimern Wasser herbei, wobei gegebenenfalls eine Eimerkette zu bilden ist.

Bei Dachstuhlbränden sollen die Löschkräfte möglichst aus dem Inneren der benachbarten Dachgeschoße eingesetzt werden, um das Vordringen des Feuers besser beobachten und verhindern zu können.

In diesem Zusammenhang darf nochmals darauf verwiesen werden, daß dem **vorbeugenden Brandschutz** größtes Augenmerk zuzuwenden ist. Insbesondere der Entrümpelung und der Schaffung unabhängiger Löschwasserversorgung.

Das beste Löschgerät ist wertlos, wenn das Löschmittel fehlt! Infolge der leichten Verwundbarkeit der Hydrantenleitung und der Überlandleitungen sowie einer möglichen Überbeanspruchung der Wasserversorgung muß im Ernstfall mit deren Ausfall gerechnet werden.

Das wichtigste und durch nichts zu ersetzende Löschmittel ist das Wasser. Es ist aber nicht für die Brandbekämpfung, sondern auch für den menschlichen Genuß, zum Waschen, zum Tränken der Tiere und gegebenenfalls auch zum Abspritzen und Wegspülen von radioaktivem Staub unbedingt erforderlich. Es muß in einer Menge, die gar nicht groß genug sein kann, soweit als möglich gegen Verunreinigung durch radioaktiven Niederschlag durch Abdeckung geschützt, bevorratet werden.

Sand hat als Löschmittel lange nicht die Bedeutung wie Wasser: ihm fehlt die abkühlende Wirkung, er kann nicht in gezieltem Strahl auf höher liegende Brandherde gelenkt und nicht in Schläuchen weitergeleitet werden. Bei der Weiterentwicklung der brandstiftenden Angriffsmittel ist der Wert des Sandes als Löschmittel fraglich. Lediglich gegen brennenden Phosphor ist er eine unentbehrliche Hilfe.

Bei der Brandbekämpfung, ob zu Friedenszeiten oder im Krieg ganz gleich, ist jedoch grundsätzlich geboten, Hilfe anzusprechen, wenn die Kräfte des Selbstschutzes der Brandgefahr nicht mehr mit Aussicht auf Erfolg Herr werden können. Die Brandbekämpfung aufzugeben, wäre aber in jedem Fall verhängnisvoll, ein schwerer Fehler. Es muß vielmehr weiterhin mit ganzer Kraft und mit allen zu Gebote stehenden Mitteln versucht werden, bis zum Eintreffen der berufenen Fachkräfte und Einheiten des Feuerlöschdienstes, in Friedenszeiten der Feuerwehren, die Ausdehnung des Brandes zu verhindern. Insbesondere ist der Gefahr der Ausweitung durch Funkenflug größte Beachtung zu schenken.

Abschließend muß noch erwähnt werden, daß selbstverständlich das Wohnhaus durch Entrümpelung, durch den Schutz der Fenster

und sämtlicher Lichteintrittsöffnungen, durch Verschuß offenstehender Dachluken usw. brandschutzbereit gemacht werden muß.

Die zahlreichen vorbeugenden Maßnahmen laufen mit der Brandverhütung zu Friedenszeiten parallel. Werden sie verantwortungsbewußt durchgeführt und ständig auf dem laufenden gehalten, wird der Selbstschutz auch im Ernstfall den Nutzen haben. Es ist jedoch zu hoffen, daß alle Maßnahmen nur dem Brandschutz im Frieden zugute kommen!

(Aus einem Zivilschutzleitfaden für die österreichische Bevölkerung.)

Froschmänner der Protection Civile im Einsatz

Ein wirksamer Katastrophenschutz muß alle Eventualitäten voraussehen, wobei die Anschaffungen von Rettungs- und Hilfsmaterial natürlich mit den Forderungen nach einem « preiswerten » Zivilschutz in Einklang gebracht werden müssen. Im Notfall genügt der gute Wille allein nicht, deshalb müssen Planung und Materialanschaffungen so aufeinander abgestimmt sein, daß die ausgebildeten Helfer der Protection Civile im Katastrophenfall über die erforderlichen Geräte verfügen. — Die Protection Civile verfügt in diesem Zusammenhang auch über eine Spezialeinheit von Froschmännern, die bei verschiedenen Unfällen bereits erfolgreich eingesetzt wurde. Am Stausee in Esch-Sauer sowie an Flüssen (Alzette, Sauer, Mosel) ereigneten sich in den vergangenen Wochen und Monaten bedauernswerte Unfälle, bei denen



der Tod von Mitbürgern zu beklagen war, gleichzeitig stellte sich nachträglich die Aufgabe, die Leichen resp. Fahrzeuge an Land zu schaffen. — Unsere Bilder zeigen den Einsatz von Froschmännern der Protection Civile bei Gelegenheit eines Unfalles an der Mosel, wo ein Traktor aus den Fluten zu bergen war. Es ist selbstverständlich, daß derartige Bergungsarbeiten umfangreiche Vorsichts- und Vorbereitungs-Maßnahmen erfordern und daß die Froschmänner ihre Aufgabe mit Umsicht und Fachkenntnis erfüllen.

Wohnen im Schutzraum . . .

In einem möglichen Krieg können wir durch radioaktiven Niederschlag gezwungen sein, uns längere Zeit ununterbrochen im Schutzraum oder in einer anderen Zufluchtsstätte aufzuhalten. Dieser Artikel, der auf den Erfahrungen von drei amerikanischen Versuchen beruht, versucht darzulegen, wie man damit fertig wird und wie man sich darauf vorbereiten kann und soll.

Im letzten Weltkrieg war die Bevölkerung an vielen Orten genötigt, sich häufig in die Schutzräume zu begeben, jedoch selten sich lange dort aufzuhalten. Es kam selten vor, daß man einen ganzen Tag in Deckung bleiben mußte. In einem künftigen Krieg kann es aber leicht dazu kommen, daß man genötigt ist, ein bis zwei Wochen im Schutzraum zu wohnen und eingeschlossen zu bleiben. Der Grund dazu können entweder radioaktive Verseuchung oder ungewöhnlich lange dauernde Luftangriffe sein.

Wenn bereits jetzt vorauszusehen ist, daß in einem kommenden Krieg große Teile der Bevölkerung genötigt sein können, sich längere Zeit in Schutzräumen aufzuhalten, dann ist es ebenso selbstverständlich, daß man heute schon untersucht, wie ein solcher Aufenthalt verlaufen wird. Die Leute müssen sowohl materiell wie moralisch möglichst gut darauf vorbereitet werden, und allenfalls müssen bereits bestehende Schutzräume geändert werden.

Untersuchungen darüber sind an verschiedenen Orten während längerer Zeit gemacht worden. Schon vor mehreren Jahren führte die Versuchsanstalt für Landesverteidigung in Schweden eine Reihe Versuche durch. In diesem Artikel sollen die Ergebnisse von drei amerikanischen Untersuchungen über das «Wohnen im Schutzraum» besprochen werden.

Die Hauptfrage, die man abzuklären wünschte, lautete: «Kann man 14 Tage in einem Gemeinschafts-Schutzraum wohnen?» Außerdem wollte man eine Anzahl besonderer Probleme untersuchen.

Die Grundlage der Versuche

Beim ersten Versuch, der mit A bezeichnet werden soll, suchte man zu erfahren, ob eine Familie mit Kleinkindern 14 Tage im Schutzraum leben könne. Die Versuchsfamilie bestand aus Eltern und drei Kindern unter dem schulpflichtigen Alter. Der Schutzraum hatte eine Grundfläche von 6,6 Quadratmetern, so daß also jede Person 1,3 Quadratmeter Bodenfläche zur Verfügung hatte.

Im zweiten Versuch — mit B bezeichnet — suchte man zu erfahren, wie die Leute auf so engem Raum miteinander auskommen. Die 30 Versuchspersonen — Männer, Frauen und Kinder — waren so ausgewählt, daß sie der durchschnittlichen Zusammensetzung der amerikanischen Bevölkerung entsprachen. Je Person stand eine Grundfläche von 0,7 Quadratmeter zur Verfügung.

Beim dritten Versuch — C — bestanden die Versuchspersonen zur Hauptsache aus etwa 100 männlichen Strafgefangenen.

Was bedeutet es nun, daß einer Person eine Bodenfläche von 1 Quadratmeter oder gar nur 0,7 Quadratmeter zur Verfügung steht? Ein ganzer Quadratmeter mag wohl genügen, daß eine Person liegen kann, aber 0,7 Quadratmeter genügt dafür nur, wenn zwei Personen ihren Platz zusammenlegen und gemeinsam 1,4 Quadratmeter zur Verfügung haben; auch dann müssen sie noch eng nebeneinander liegen.

Selbstverständlich wird man nur in Notfällen die Bodenfläche eines Schutzraumes derart ausnützen. Für gewöhnlich wird man auf Feldbetten, Hängematratzen oder Pritschen ruhen, die übereinander angeordnet werden können, so daß man etwas Raum gewinnt, wo man sich bewegen kann. Bei den hier besprochenen Versuchen hatte man Pritschen, drei bis vier übereinander.

Das Verhalten der Versuchspersonen wurde fortlaufend beobachtet und aufgezeichnet. Von der Familie im Versuch A wurde ohne deren Wissen eine Tonbandaufnahme gemacht. Die 30 Versuchspersonen des Versuchs B wurden ständig beaufsichtigt durch ein Fenster, das vom Schutzraum aus undurchsichtig war. Außerdem wurde eine Fernsehkamera und ein Tonband eingesetzt. Im Schutzraum mit den 100 Personen des Versuchs C war die Überwachung noch genauer, denn unter den Versuchspersonen lebten unter den gleichen Bedingungen eine Anzahl Wissenschaftler, darunter auch Ärzte, welche ständig Beobachtungen machten.

Die Einrichtung der Räume

Die Einrichtung gab keinerlei Möglichkeit zu irgendwelchem «Privatleben» außer den kurzen Aufhalten auf der Toilette. Die Leute hätten gern einen kleinen Winkel für sich beansprucht, aber das ging nicht. Nie für sich sein dürfen, um z. B. Wunden, Ausschläge und andere Dinge zu pflegen, kann für viele unbeschreiblich peinlich sein; ein anderer ist eher bereit zu sterben, als seine Zahnprothese zu reinigen, wenn andere zusehen können. Solche kleine Kümmernisse können sich zu wahren Leiden auswachsen. Vor allem, daß man nie für sich sein konnte, schien manchen eine der größten Belästigungen. Es wird daher notwendig sein, obgleich der Platz bereits knapp ist, einige, wenn auch noch so kleine Stellen für persönliche Verrichtungen, wie z. B. Körperpflege, abzusondern und gegen Sicht abzuschirmen.

Temperatur, Luftfeuchtigkeit und Gerüche

Wie zu erwarten, wurden Wärme und Luftfeuchtigkeit beschwerlich, besonders im kleinen Familienschutzraum und im Raum mit 30 Insassen. Die Temperatur betrug meist um 30 Grad; zusammen mit der hohen Luftfeuchtigkeit bewirkte dies, daß die Leute mehr als gewöhnlich schwitzten, und da sie sich weder waschen noch baden konnten, entstand ein unangenehmer Geruch.

Daß es so warm und feucht wurde und daß so schlechte Gerüche entstanden, kam auch daher, daß während der ganzen 14 Tage, die der Versuch dauerte, der Raum nie geöffnet wurde. Im Ernstfall könnte die Durchlüftung sicher dadurch verbessert werden, daß man gelegentlich etwas (Zugluft) durchströmen ließe. Sowohl bei radioaktivem Niederschlag wie bei der Verseuchung mit chemischen Giftstoffen kann damit gerechnet werden, daß es nach 5-6 Tagen möglich ist, den Zufluchtsraum vorübergehend zu verlassen. Da dies jedoch von den örtlichen Wetterverhältnissen abhängt, läßt sich nicht bestimmt vorher sagen, wie lange man ununterbrochen im Schutzraum verharren muß. Aber selbst unter ungünstigen Umständen ist nicht anzunehmen, daß der ununterbrochene Aufenthalt dort länger als 14 Tage dauern muß. Die Luftfeuchtigkeit kann auch dadurch vermindert werden, daß Böden, Decken und Wände aus einem Material bestehen, welches Feuchtigkeit aufnimmt. Dies ist bei den schwedischen Schutzräumen der Fall.

Ein anderes ernstes Problem war die Beseitigung von Abfall verschiedener Art. Abfall erzeugt schlechte Luft, und man machte die Erfahrung, daß es nicht genügte, frische Luft in den Raum zu pumpen, sondern, daß es ebenso wichtig ist, die schlechte alte Luft hinauszuschaffen.

Wasser

Wasser wird in großen Mengen gebraucht. Wenn 100 Personen 14 Tage lang im Schutzraum leben sollen und wenn je Person und Tag 3 Liter Wasser vorgesehen sind, dann beträgt der gesamte Bedarf 4200 Liter. Wird das Wasser in Behältern zu 200 Litern aufbewahrt, benötigt man demnach 21 Behälter, die im Schutzraum stehen und ebenso viel Platz beanspruchen wie elf Personen, wenn sie liegen. Es geht also darum, nur das äußerst Notwendige an Wasser zu gebrauchen.

In den beiden großen Schutzräumen der Versuche B und C betrug die Wasserzuteilung je Person 5,5 Liter täglich; es war nur vorgesehen zum Trinken und zum Zubereiten von Speisen, jedoch nicht zum Waschen und Rasieren. Dabei ist aber in Betracht zu ziehen, daß die Leute ein größeres Bedürfnis haben, Wasser zu trinken, als gewöhnlich, weil einerseits die Temperatur hoch ist, und weil Lebensmittelkonserven dem Körper weniger Wasser zuführen als frische Eßwaren.

Von einer Zubereitung der Speisen im üblichen Sinne konnte allerdings nicht die Rede sein. Wegen der beim Kochen entstehenden Dünste darf in Gemeinschafts-Schutzräumen selbstverständlich nicht gekocht werden; da überdies die Luft nicht unnötig verunreinigt und verbraucht werden darf; können keine Spiritus-, Petrol- oder Gaskochgeräte verwendet werden — nur elektrische Kochplatten sind zulässig. In den Schutzräumen mit 30 und 100 Personen befanden sich zwei Elektro-Kochplatten, im letztgenannten dazu noch ein Elektro-Wasserkocher. Die Speisen und Getränke wurden «zubereitet», indem man je nach Bedarf warmes oder kaltes Wasser den Büchsen-Lebensmitteln zufügte. Frischer Kaffee wurde nicht zubereitet; der Kaffee und auch andere Getränke wurden aus Pulver zubereitet.

Um das Geschirr zu waschen, mußte Wasser gebraucht werden; das Abwaschwasser mußte aber hernach verwendet werden, um Tücher zu waschen und schließlich zum Waschen der Böden. So geschah es in Gruppe B, wo Frauen dabei waren, wogegen in Gruppe C keine Wäsche gewaschen wurde; nur die Strümpfe wurden nach sieben Tagen gewechselt.

Gesundheitszustand

Über den Gesundheitszustand der Versuchspersonen sind in allen drei Fällen Beobachtungen gemacht worden. Alle waren in regelmäßigen Abständen müde und hatten Kopfweh und Schwindelgefühl. Schuld daran waren der Lärm, die Wärme, die schlechten Gerüche sowie das Lesen bei ungenügender Beleuchtung. Ebenso nahmen alle ab an Gewicht, obwohl die Ernährung genügend war. Da die Lebensmittel kaum zufriedenstellend hergerichtet werden konnten, wurde die Verpflegung einförmig und nicht appetitanregend. Es erwies sich auch, daß die Leute ihre körperliche Verfassung während des Aufenthaltes im Schutzraum nicht beibehalten konnten. Gerade das könnte jedoch äußerst bedenklich werden, denn es kann der Fall eintreten, daß man, wenn man endlich den Schutzraum verlassen darf, genötigt ist, weite Strecken zu wandern, wozu man selbstverständlich gut beieinander

sein sollte. Es ist daher während des Aufenthaltes im Schutzraum für leichte Körperübung (Turnen) zu sorgen; daran soll jedermann teilnehmen müssen. Außerdem soll die Möglichkeit bestehen, weitere Körperübungen freiwillig zu machen. Im weiteren beobachtete man, daß sich die Leute dadurch Fußschäden zuzogen, daß sie in Pantoffeln oder Socken auf dem Beton gingen. Daher wurde (beim Versuch B) angeordnet, daß alle, die umhergingen, Schuhe und Strümpfe an den Füßen haben sollten.

Wahrscheinlich wird es notwendig, das Rauchen einzuschränken, denn die Nichtraucher bekamen wegen des Rauchens Halsweh, und die Augen wurden gereizt. Bei zu schwacher Durchlüftung kann starkes Rauchen zu einer gefährlichen Konzentration von Kohlenmonoxyd führen. Am vernünftigsten wäre es, das Rauchen überhaupt zu verbieten.

Es zeigte sich auch, daß Zerstreueung ungemein wichtig ist, aber noch wichtiger ist es, für eine «produktive» Tätigkeit zu sorgen, d. h. für eine Beschäftigung, die ein sichtbares Ergebnis bringt. Kinder sollen in Schulfächern unterrichtet werden, und Erwachsene sollen in Selbsthilfe, vor allem in Erster Hilfe, ausgebildet werden.

Psychische Erscheinungen

Früher oder später schlossen sich die Insassen des Schutzraumes zu Gruppen zusammen. Einige sagten: «Man trifft immer Leute, mit denen man reden kann. Mit diesen läßt man sich ein; von andern sondert man sich ab.»

Mitunter wurden auch harte Worte gewechselt und es gab sogar Ansätze zu «Hausstreitigkeiten». In solchen Fällen griffen die Außenstehenden stets ein — im Gegensatz zu dem, was im täglichen Leben zu geschehen pflegt — und so konnten Schlägereien und andere Übeltaten verhindert werden.

Zu erwähnen ist noch, daß beim Versuch B, wo eine demokratische Ordnung herrschte, nach einigen Tagen die Zigaretten gemeinschaftlich verwaltet wurden und eine dem Einzelnen angepaßte Rationierung eingeführt wurde.

Fassen wir die Erfahrungen zusammen

Die an den Versuchen beteiligten Personen haben unter anderem folgende Anregungen gemacht, um das Wohnen im Schutzraum erträglicher zu machen. Es lassen sich die folgenden Richtlinien und Forderungen aufstellen:

1. Einrichtung:
 - a) zweckmäßige und reichliche Beleuchtung
 - b) bequeme Sitzgelegenheiten mit Rückenlehnen
 - c) bessere Ableitung schlechter Gerüche.
2. Allgemeine Ordnung:
 - a) Wahl eines Vorstehers und eines Aufsichtsrates
 - b) Stundenplan für jeden Tag
 - c) Rauchen nur zu bestimmten Zeiten.
3. Gesundheitspflege:
 - a) reichliche Versorgung mit Kopfwentabletten
 - b) lärmfreie Stunden jeden Tag und besonders bei Nacht
 - c) Unterhaltung (Spiel, Kartenspiele, Bücher)
 - d) Unterricht für Kinder und auch Erwachsene
 - e) obligatorische und freiwillige Körperübungen.

Die Beobachtungen sollen wissenschaftlich verarbeitet werden, was lange Zeit in Anspruch nimmt. Daß ein 14tägiger Aufenthalt im Schutzraum zu überleben ist, und man dabei in guter Verfassung bleiben kann, steht heute schon fest, allerdings mit der Einschränkung: unter den Voraussetzungen, die bei den erwähnten Versuchen erfüllt waren. Denn es herrschte ja kein Kriegszustand, es bestand keine Gefahr wegen Radioaktivität, chemischer Kampfstoffe oder Bombentreffern; die Versuchspersonen waren Freiwillige, und alle, selbst die Strafgefangenen, waren erfüllt vom Willen, beizutragen, damit der Versuch erfolgreich verlaufe. Im Kriegsfall kann es in mancher Hinsicht bedeutend schwieriger werden, im Schutzraum zu leben; nur eines bleibt immer gleich, im Krieg wie im Frieden: die Fähigkeit des Menschen, sich anzupassen — und davon hängt vieles ab.

« Un peu saturés par l'attitude pathétique traditionnelle vis-à-vis de l'Armée, nous avons tendance à ignorer la portée d'une notion nouvelle qui s'affirme peu à peu: les temps sont proches où les peuples auront besoin de l'Armée, non pas pour conquérir ou défendre leur territoire, pour supprimer ou défendre la liberté, mais pour servir de gardienne contre les grandes catastrophes et les dangers qui peuvent surgir de la terre ou du ciel, d'être la force qui protège contre les inondations, incendies, cyclones, tremblements de terre, d'être la sauvegarde des humains dans toutes les grandes catastrophes. En vérité, l'humanité n'a pas de raison de se priver complètement de ses Armées. Il faut uniquement changer d'une manière radicale leur structure et leurs moyens d'armement, et aussi les méthodes et les buts d'instruction. De telles armées existent dans de nombreux pays à côté des forces armées, elles s'appellent la Protection Civile et elles existeront alors même que les premières — les forces armées — auront disparu. »

Dobrica Cosic,

homme de lettres yougoslave, dans une étude parue dans la revue « Civilna Zastita », après la catastrophe de Skoplje en juillet 1963.

Akustische Suchgeräte für die Protection Civile

In der « Ecole Nationale de la Protection Civile » in Schimpach nahmen Delegierte der französischen Gesellschaft « Société d'exploitation de brevets » vor einigen Wochen eine praktische Demonstration des akustischen Suchgerätes « Capson » vor, das bei Katastrophen verschiedener Art zur Rettung von Menschenleben wirksame Dienste leisten kann. Das vor drei Jahren entwickelte Gerät, auch « Geophon » genannt, arbeitet nach dem Stethoskop-Prinzip und dient in der Hand besonders geschulter Helfer zur Wahrnehmung von Lebenszeichen von Personen, die unter Geröll- oder Gebäudemassen verschüttet sind. Dies kann der Fall sein bei Explosionen, zusammengestürzten Gebäuden, Bergwerksunfällen, Erdbeben usw. Das einfach zu bedienende Gerät ist sehr empfindlich und reagiert selbst bis in Tiefen von acht bis zehn Metern noch auf schwache Lebenszeichen wie Klopfen, Kratzen und schwache Bewegungen. Das einfach zu handhabende Gerät wurde von Spezialeinheiten der französischen Protection Civile bei verschiedenen Katastrophen erfolgreich eingesetzt, auf größerer Basis bei der Bergung verschütteter Personen in den Erdbeben von Lar (Iran), Agadir sowie vor allem auch bei der grausigen Erdbebenkatastrophe von Skoplje in Jugoslawien im Monat Juli 1963. Die Luxemburger Protection Civile besitzt gegenwärtig drei Capson-Geräte. Mit den Anschaffungen dieser nützlichen und preiswerten Apparate ist unsere Zivilschutz-Organisation auch für die Eventualität von Katastrophen mit schwierigen Bergungs-Bedingungen ausgerüstet. — Unsere Bilder zeigen die Gäste und Mitglieder der Protection Civile, die an der Vorführung in Schimpach teilnahmen, sowie den Konstrukteur des Gerätes, Hrn. Bussy, bei der Vorführung seines Apparates.





Nominations et changements dans les Cadres de la Protection Civile

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1960 concernant les organes de la Protection Civile,

vu l'arrêté ministériel du 11 mars 1961, ayant pour objet l'infrastructure de la Brigade grand-ducale des volontaires de la Protection Civile,

sur proposition du Directeur de la Protection Civile,

M. le Ministre de l'Intérieur a procédé aux nominations suivantes dans les cadres de la Protection Civile (arrêté ministériel en date du 19 novembre 1963) :

Démission honorable de ses fonctions de Chef de Groupe II est accordée à

Monsieur Pierre KRIEPS, Esch-sur-Alzette;

est nommé Chef de Groupe II

Monsieur Jean STRACKS, 15, rue Michel Rodange, Pétange;

démission honorable comme Chef de Centre d'Intervention d'Esch-sur-Alzette, est accordée à

Monsieur Guy WERER, Esch-sur-Alzette;

démission honorable comme Chef de Centre d'Intervention adjoint d'Esch-sur-Alzette est accordée à

Monsieur Henri KIRTZ, Esch-sur-Alzette;

est nommé Chef de Centre d'Intervention de Pétange-Steinfort

Monsieur Ferdinand GEORGES, Pétange;

sont nommés Chefs de Centre d'Intervention-adj. de Pétange-Steinfort

Monsieur Jules HOFFMANN, rue de Hobscheid, Steinfort

Monsieur Gust. WELTER, Hobscheid;

Est nommé Chef de Centre d'Intervention-adjoint de Dudelange

Monsieur Jean Brenner, 45, rue des Fleurs, Dudelange;

Est nommé Chef de Centre d'Intervention-adjoint de Kayl

Monsieur Nicolas MORES, rue des Jardins, Kayl.

*

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1960, concernant les organes de la Protection Civile, notamment l'article 4, alinéa 1^{er},

M. le Ministre de l'Intérieur a procédé aux nominations suivantes (arrêté ministériel en date du 19 novembre 1963) :

Est nommé membre du Comité de la Protection Civile dans l'Industrie:

Monsieur le docteur Roger NÆSEN, médecin-inspecteur auprès du Ministère du Travail, Luxembourg.

Est nommé aumônier-général de la Protection Civile :

Monseigneur Jules JOST, Luxembourg.

Est nommé expert auprès de la Direction de la Protection Civile (branches Organisation régionale et Welfare) :

Monsieur le Capitaine Roger HERMES, Walferdange.

*

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1960, concernant les organes de la Protection Civile,

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 1961, ayant pour objet l'infrastructure de la Brigade grand-ducale des volontaires de la Protection Civile,

Sur la proposition du Directeur de la Protection Civile,

M. le Ministre de l'Intérieur a procédé aux nominations suivantes (arrêté ministériel en date du 28 novembre 1963) :

Démission honorable de ses fonctions comme Chef de Groupe I est accordée à

Monsieur Joseph FABER, Luxembourg.

Démission honorable de ses fonctions comme Chef de Groupe I adjoint est accordée à

Monsieur Charles BESCH, Luxembourg.

Est nommé Chef de Groupe I

Monsieur Aloyse LICKES, Luxembourg, 36, rue de Montmédy.

Est nommé Chef de Groupe I adjoint

Monsieur Adolphe KAUFHOLD, Luxembourg, 49, rue Ermesinde.

Est nommé Chef de Centre Luxembourg I

Monsieur Dominique GRETHEN, Luxembourg, 104, rue François Boch.

Est nommé Chef de Centre Luxembourg I adjoint

Monsieur Léopold PUNDEL, Luxembourg, 14, rue d'Eich.

*

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1960, concernant les organes de la Protection Civile,

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 1961, ayant pour objet l'infrastructure de la Brigade grand-ducale des volontaires de la Protection Civile,

Sur la proposition du Directeur de la Protection Civile,

M. le Ministre de l'Intérieur a procédé aux changements suivants dans les cadres de la Colonne B (arrêté ministériel en date du 26 février 1964) :

Démission honorable de ses fonctions comme Chef de Colonne B adj. est accordée à

Monsieur Joseph GROSBUSCH, professeur, Ettelbruck.

Est nommé Chef de Colonne B adj.

Monsieur Norbert KIEFFER, agent d'assurances, 111, av. Salentiny, Ettelbruck.

*

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1960, concernant les organes de la Protection Civile,

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 1961, ayant pour objet l'infrastructure de la Brigade grand-ducale des volontaires de la Protection Civile,

Sur la proposition du Directeur de la Protection Civile,

M. le Ministre de l'Intérieur a procédé aux nominations suivantes (arrêté ministériel en date du 8 avril 1964) :

Démission honorable de ses fonctions comme Chef de Centre d'Intervention de Bettembourg est accordée à

Monsieur Robert QUINTUS, Bettembourg.

Est nommé Chef de Centre d'Intervention de Bettembourg :

Monsieur Albert SCHINTGEN, 12, rue de Peppange, Bettembourg.

Est nommé Chef de Centre d'Intervention adjoint de Bettembourg :

Monsieur Rodolphe BECKER, rue du Château, Bettembourg.



M. Pierre Le Brun

Protection Civile Belge. — *Nous apprenons que notre ami Pierre Le Brun, Ingénieur des Constructions Civiles A.I.G., chef national à l'Administration de la Protection Civile au Ministère de l'Intérieur du Royaume de Belgique, vient d'être nommé Directeur général de la Protection Civile Belge. Toutes nos félicitations !*

« Die Landesverteidigung verliert ihren Sinn, wenn sie nicht durch Maßnahmen ergänzt wird, die ein Überleben der Menschen in den Städten und Industriegebieten zum Ziel haben. Natürlich ist der Nutzen solcher Maßnahmen, wie Schutzraumbauten, Vorratshaltung, Zivilschutzkorps, angesichts der unvorstellbaren Zerstörungskraft der Atombomben nur relativ. Völlige Sicherheit vor den modernen Massenvernichtungsmitteln gibt es nicht. Aber es besteht die Chance, wenigstens einen Teil jener Menschen zu retten, die ohne Sicherheitsvorkehrungen verloren wären. Das klingt nicht sehr tröstlich. Doch wäre es besser, im Falle eines Krieges — auf dessen Verhinderung alle Verteidigungsanstrengungen gerichtet sind — die gesamte von Atombomben bedrohte Bevölkerung aufzugeben? Muß nicht jede, auch die kleinste Möglichkeit des Schutzes ergriffen werden? »

Bernt Conrad in « Die Welt »

Schwere Einsatzwagen für die Protection Civile

In einer kurzen Feier in der «Ecole Nationale de la Protection Civile» in Schimpach wurden kürzlich schwere Einsatzwagen (camions d'intervention) an Interventions-Zentren der Protection Civile übergeben. Die Einsatzwagen wurden der Protection Civile aus Beständen der Luxemburger Armee zur Verfügung gestellt. Nachdem die Wagen vollständig überholt worden waren, unternahmen Freiwillige der Protection Civile längere Probefahrten mit denselben und es wurde allgemein festgestellt, daß diese Wagen sich vorzüglich für Katastrophen-Einsätze aller Art eignen. Die Wagen können jeweils 11 Helfer mit samt komplettem Hilfs- und Rettungsmaterial befördern und stehen den Gemeindeverwaltungen sowie selbstverständlich auch den Feuerwehr-Korps jederzeit zur Verfügung. Sämtliche Interventions-Zentren wurden mit den Einsatzwagen ausgestattet, so daß die Einheiten unserer Protection Civile über rund 60 Prozent des vorgesehenen Rettungs- und Hilfsmaterials verfügen. Vermerken wir außerdem, daß die Interventions-Zentren der Protection Civile ebenfalls mit Katastrophen-Schneidmaterial ausgestattet werden, auch werden ihnen besondere Anhänger zur Verfügung gestellt. Die Feuerwehr-Korps im Lande können ihre fahrbaren Motorpumpen jederzeit an die neuen Einsatzwagen anhängen, so daß auch die Beweglichkeit unserer freiwilligen Feuerwehrleute durch die neuen Maßnahmen der Protection Civile verbessert wird.



Rettungsschwimmer und Protection Civile

In enger Zusammenarbeit zwischen dem Luxemburger Schwimmsport-Verband und der Protection Civile wurden Sportsleute und Mitglieder der Protection Civile zu Rettungsschwimmern ausgebildet. Unser Bild zeigt die Diplomüberreichung, die durch die Herren J. P. Schank von der Protection Civile und Léon Hengen, Präsident der Schwimmsport-Föderation vorgenommen wurde.



Radioaktive Elemente in Lebensmitteln

Der Schutz der Lebensmittel vor radioaktiven Abfällen und Strahlen ist sehr wichtig und die Entfernung radioaktiver Elemente aus Nahrungsmitteln, sofern solche schon eindringen konnten, ebenfalls. Obschon zu hoffen ist, daß die Atombombenversuche nunmehr abgeschlossen sind und kein Atomkrieg zu erwarten ist, gehen die Forschungen auf dem Gebiet des Lebensmittelschutzes weiter.

H. W. Wyss, Lebensmittelinspektor der Stadt Bern, hat zu diesem aktuellen Thema verschiedene Forschungs- und Aufklärungs-Arbeiten geleistet, auf deren Ergebnisse die nachfolgenden Gedanken basiert sind:

Die Menschheit ist der natürlichen Radioaktivität seit jeher ausgesetzt. Sie hat ihren Ursprung zur Hauptsache in der kosmischen Strahlung, in der Erdstrahlung und in strahlenden Mineralien. Auch mit unserer Nahrung nehmen wir ständig etwas Radioaktivität auf, und zwar vor allem durch die Isotope K 40 und C 14. Unser Körper scheint mit dieser natürlichen Radioaktivität fertig zu werden; immerhin glaubt man, die schon immer auftretenden Gen-Mutationen dieser Strahlung zuschreiben zu müssen.

Nun kommen aber zu dieser natürlichen Radioaktivität in steigendem Maße künstliche Strahlenquellen hinzu (Röntgenstrahlen, Strahlentherapie und in der Industrie). Der Einsatz der Atomenergie zu friedlichen Zwecken nimmt ständig größeres Ausmaß an. Die Anwendung ionisierender Strahlen zur Konservierung von Lebensmitteln ist in Entwicklung begriffen. Die Beseitigung der radioaktiven Abfälle der Atomkernreaktoren bedarf peinlicher Sorgfalt, um eine Verseuchung der Luft, der Kulturpflanzen und vor allem des Trinkwassers auszuschließen. Von weit größerer Bedeutung müßte die radioaktive Gefährdung durch den kriegsmäßigen Einsatz der Atomenergie werden.

Im menschlichen Körper akkumulieren sich dann die Schäden. Sobald die Toleranzdosis überschritten ist, treten Degeneration, Krebs, Leukämie usw. ein. Für genetische Strahlenschäden dürfte es eine solche Toleranzdosis gar nicht geben, da schon kleinste Mengen wirksam sind.

Äußerliche Strahlung hat starkes Eindringungsvermögen, innerliche Strahlung tritt auf bei Aufnahme von Nahrung mit radioaktiver Verseuchung oder bei Verletzungen aus der Luft durch die Haut. Bestrahlte Lebensmittel sind nach dem heutigen Stand unseres Wissens nicht gesundheitsschädlich, können aber wohl zu einer Lebensgefahr werden, wenn sie mit strahlender Substanz (infolge radioverseuchter Biosphäre) verunreinigt sind.

In vielen Ländern wird die Radioaktivität der Luft laufend gemessen. Bei den Überwachungsgeräten handelt es sich um Apparate, die automatisch optische oder akustische Warnsignale geben, sobald die Radioaktivität der Luft eine bestimmte Intensität (10 mr/n) überschreitet. Im allgemeinen wurden bis heute nur sehr kleine Aktivitäten festgestellt, so daß vorderhand für die Bevölkerung keine akute Gefahr zu bestehen scheint. Es muß aber darauf hingewiesen werden, daß diese Untersuchungen erst im Anfangsstadium stehen und daß die Interpretation der Meßergebnisse nicht einfach ist. Auch die Toleranzdosis ist noch umstritten. Es ist dies insofern verständlich, als schleichende Schädigungen — vor allem genetischer Art — unter Umständen erst nach Generationen erkannt werden können. Infolge der Akkumulierungsmöglichkeit ist die Inkorporierung radioaktiven Materials durch die Atmung und durch die Nahrung weit kritischer zu beurteilen als die äußere Strahlung. Selbst amerikanische Forscher sind der Ansicht, daß eine intensivierte Prüfung der Lebensmittel mit der Fortführung der Bombentests ein dringendes Erfordernis sei. Wenn auch eine akute Schädigung bis auf weiteres als unwahrscheinlich zu beurteilen ist, so muß doch festgehalten werden, daß jede Erhöhung der Radioaktivität als unerwünscht betrachtet werden muß. Die meisten Länder haben auf diese Entwicklung jedoch kaum Einfluß, sie können nur wachsam sein und Vorkehrungen treffen, soweit solche überhaupt möglich sind. Als Sicherheits-Maßnahmen empfiehlt H. Wyss:

- a) laufende Kontrolle der Luft und der Gewässer;
- b) intensivierte Untersuchung der Lebensmittel;
- c) rechtzeitige Aufklärung, eventuell rasche Warnung der Bevölkerung vor drohender Gefahr. Eine solche könnte akut werden bei größeren Unfällen in Atomkern-Anlagen oder wenn in Europa ein Atomkrieg ausbrechen sollte. Radioaktive Wolken würden dann kaum Rücksicht nehmen auf neutrale oder atomwaffenfreie Länder. H. Wyss vertritt die Meinung, daß das Anlegen geschützter Lebensmittelvorräte gerade im Hinblick auf die radioaktive Gefährdung der Frischnahrung erhöhte Bedeutung hat.